Vu l'avis du ministre des finances
Vu l'avis du tribunal administratif,
Décrète :

Article premier. - Il est créé au ministère de l'agriculture, une unité de gestion par objectifs pour la réalisation du projet d'aménagement hydro-agricole du périmètre public irrigué de Séjnane du gouvernorat de Bizerte. elle est placée sous l'autorité du commissaire régional au développement agricole de Bizerte.

Art. 2. - Les missions de l'unité de gestion par objectifs pour la réalisation du projet d'aménagement hydro-agricole de Séjnane consistent en ce qui suit :

- 1 - Veiller à l'exécution des différentes opérations rentrant dans le cadre du projet ;
- 2 - assurer la coordination et l'harmonisation des phases de réalisation effective avec les objectifs fixés;
- 3 - prendre les décisions convenables en temps opportun pour réajuster la marche du projet ;
- 4 - veiller au respect des critères de sélection des bénéficiaires du projet.

Et d'une manière générale, assurer toute mission, rentrant dans le cadre du projet qui lui sera confiée par l'autorité de tutelle.

Art. 3. - La durée de réalisation du projet est fixée à six ans à compter de la date de publication du présent décret.

Les durées de réalisation des composantes du projet sont fixées comme suit :

- 1 - remembrement foncier du périmètre du projet : sa durée de réalisation est fixée à 4 ans à compter de la date de démarrage du projet ;
- 2 - étude et exécution du complexe hydraulique : sa durée de réalisation est fixée à 4 ans à compter de la deuxième année du projet ;
- 3 - élaboration des cahiers des charges pour l'acquisition des équipements du réseau d'irrigation : sa durée de réalisation est fixée à 18 mois à compter de la date de démarrage du projet ;
- 4 - fourniture et pose des équipements du réseau d'irrigation : sa durée de réalisation est fixée à 3 ans à compter du troisième trimestre de la deuxième année du projet ;
- 5 - travaux d'assainissement et de drainage : sa durée de réalisation est fixée à 18 mois à compter du troisième trimestre de la quatrième année du projet ;
- 6 - aménagement des pistes agricoles : sa durée de réalisation est fixée à 18 mois à compter du troisième trimestre de la quatrième année du projet ;
- 7 - mise en eau du périmètre : elle sera réalisé au cours de la dernière année du projet ;
- 8 - plantation des brises-vent : elle sera réalisée durant la dernière année du projet.

Art. 4. - Les résultats du projet sont évalués conformément aux critères suivant :

- 1 - Le respect des délais et des étapes d'exécution du projet et les efforts entrepris pour réduire ces délais ;
- 2 - La réalisation des objectifs du projet et les mesures prises pour augmenter sa rentabilité ;
- 3 - le coût du projet et les efforts enregistrés pour le minimiser;
- 4 - Les difficultés rencontrées dans la réalisation du projet et les actions entreprises pour les surmonter ;
- 5 - Le système du suivi-évaluation de l'unité de gestion et son degré d'efficacité dans la détermination des données relatives à l'avancement de la réalisation du projet ;
- 6 - L'efficacité d'intervention pour réajuster la marche du projet.

Art. 5. - L'unité de gestion par objectifs pour la réalisation du projet d'aménagement hydro-agricole de Séjnane du gouvernorat de Bizerte comprend les emplois fonctionnels suivants :

- 1 - le chef du projet ayant rang et prérogatives de sous-directeur d'administration centrale ;
- 2 - un chef de service du suivi et de l'évaluation ayant rang et prérogatives de chef de service d'administration centrale ;
- 3 - un chef de service des affaires administratives et financières ayant rang et prérogatives de chef de service d'administration centrale.

Art. 6. - Il est créé une commission, au sein du ministère de l'agriculture, chargée du suivi et de l'évaluation des missions attribuées à l'unité de gestion par objectifs conformément aux critères fixés par l'article 4 du présent décret.

Les membres de la commission seront désignés par arrêté du premier ministre sur proposition du ministre de l'agriculture.

Le président de la commission peut faire appel à toute personne, dont l'avis est jugé utile, pour assister aux travaux de la commission avec voix consultative.

La commission se réunit sur convocation de son président et chaque fois que la nécessité l'exige. Elle ne peut délibérer valablement qu'en présence de la moitié au moins de ses membres.

Les décisions de la commissions sont prise à la majorité des voix de ses membres présents et en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

La direction générale du financement et des encouragements assure les fonctions du secrétariat de la commission.

Art. 7. - Le ministre de l'agriculture soumet un rapport annuel au premier ministre sur l'activité de l'unité de gestion par objectifs pour la réalisation du projet d'aménagement hydro-agricole du périmètre public irrigué de Séjnane du gouvernorat de Bizerte conformément aux dispositions de l'article 5 du décret n° 96-1236 du 6 juillet 1996 sus-visé.

Art. 8. - Les ministres des finances et de l'agriculture sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 27 avril 1998.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 98-980 du 27 avril 1998, portant création d'une unité de gestion par objectifs pour la réalisation du projet de développement rural des délégations intérieures du gouvernorat de Mahdia (phase II) et fixant son organisation et les modalités de son fonctionnement.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de l'agriculture,

Vu l'accord de prêt conclu le premier décembre 1995 entre le gouvernement de la République Tunisienne et la Banque Africaine de développement pour la contribution au financement du projet de développement rural des délégations intérieures du gouvernorat de Mahdia (phase II) approuvé par la loi n° 96-19 du 11 mars 1996,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée, notamment la loi n° 92-97 du 26 octobre 1992

Vu la loi n° 89-44 du 8 mars 1989, portant création des commissariats régionaux au développement agricole tel que complété par la loi n° 94-116 du 31 octobre 1994,

Vu le décret n° 88-188 du 11 février 1988, réglementant les conditions d'attributions et de retrait des emplois fonctionnels de

secrétaire général de ministère, de directeur général d'administration centrale, de directeur d'administration centrale, de sous-directeur d'administration centrale et de chef de service d'administration centrale,

Vu le décret n° 89-832 du 29 juin 1989, fixant l'organisation administrative et financière et les modalités de fonctionnement des commissariats régionaux au développement agricole tel que modifié et complété par le décret n° 92-1872 du 26 octobre 1992,

Vu le décret n° 89-1236 du 31 août 1989, fixant l'organisation spécifique du commissariat régional au développement agricole de Mahdia tel que complété par le décret n° 95-835 du 2 mai 1995,

Vu le décret n° 96-49 du 16 janvier 1996, fixant le contenu des plans de mise à niveau de l'administration et les modalités de leur élaboration, réalisation et suivi,

Vu le décret n° 96-1236 du 6 juillet 1996, portant création des unités de gestion par objectifs,

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture du 11 juin 1996, fixant le plan de mise à niveau du ministère de l'agriculture,

Vu l'avis du ministre des finances

Vu l'avis du tribunal administratif,

Décète :

Article premier. - Il est créé au ministère de l'agriculture, une unité de gestion par objectifs pour la réalisation du projet de développement rural des délégations intérieures du gouvernorat de Mahdia (phase II). Elle est placée sous l'autorité du commissaire régional au développement agricole de Mahdia.

Art. 2. - Les missions de l'unité de gestion par objectifs pour la réalisation du projet de développement rural des délégations intérieures du gouvernorat de Mahdia (phase II) consistent en ce qui suit:

- Veiller à l'exécution des différentes opérations rentrant dans le cadre du projet ;

- assurer la coordination des phases de réalisation effective du projet en vue de leur harmonisation avec les objectifs fixés;

- prendre les décisions convenables en temps opportun pour réajuster la marche du projet ;

- veiller au respect des critères de sélection des bénéficiaires du projet.

Et d'une manière générale, assurer toute autre mission, rentrant dans le cadre du projet qui lui sera confiée par l'autorité de tutelle.

Art. 3. - La durée de réalisation du projet est fixée à cinq ans (1996 - 2000).

Les durées de réalisation des composantes du projet sont fixées comme suit :

1 - la préparation des cahiers des charges des appels d'offre pour l'exécution des travaux programmés ;

Sa durée de réalisation est fixée à 4 mois à compter du mois d'avril 1996.

2 - l'exécution des travaux de génie civil et des puits profonds;

Sa durée de réalisation est fixée à 3 ans à compter du mois de juillet 1996.

3 - l'exécution des travaux d'infrastructure, des pistes agricoles et des puits ;

Sa durée de réalisation est fixée à trois ans à compter du mois d'août 1996.

4 - la formation des agriculteurs ;

Sa durée de réalisation est fixée à 5 ans à compter de 1996.

5 - l'octroi de crédits agricoles ;

Sa durée de réalisation est fixée à 5 ans à compter de 1996.

Art. 4. - Les résultats du projet sont évalués conformément aux critères suivant :

1 - Le respect des délais et des étapes d'exécution du projet et les efforts entrepris pour réduire ces délais ;

2 - La réalisation des objectifs du projet et les mesures prises pour augmenter sa rentabilité ;

3 - le coût du projet et les efforts enregistrés pour le minimiser;

4 - Les difficultés rencontrées dans la réalisation du projet et les actions entreprises pour les dépasser;

5 - Le système du suivi-évaluation de l'unité de gestion et le degré d'efficacité dans la détermination des données relatives à l'avancement de la réalisation du projet ;

6 - L'efficacité d'intervention pour réajuster la marche du projet.

Art. 5. - L'unité de gestion par objectifs pour la réalisation du projet de développement rural des délégations intérieures du gouvernorat de Mahdia (phase II) comprend les emplois fonctionnels suivants :

1 - le directeur de l'unité ayant rang et prérogatives de directeur d'administration centrale ;

2 - un sous-directeur de programmation du suivi-évaluation et de la gestion administrative et financière ayant rang et prérogatives de sous-directeur d'administration centrale et assure la gestion des cellules suivantes :

- la cellule d'étude et du suivi-évaluation ;

- la cellule des affaires financières ;

- la cellule des affaires administratives

3 - un sous-directeur de l'hydraulique, des travaux et de la maintenance ayant rang et prérogatives de sous-directeur d'administration centrale et assure la gestion des cellules suivantes:

- la cellule de l'hydraulique et des travaux neufs ;

- la cellule de la maintenance ;

- la cellule de l'exploitation ;

4 - un chef de service de la conservation des eaux et du sol et de l'aménagement agro-pastoral ayant rang et prérogatives de chef de service d'administration centrale et assure la gestion des cellules suivantes :

- la cellule de la conservation des eaux et du sol ;

- la cellule de l'amélioration pastorale ;

- la cellule de la consolidation des travaux de la conservation des eaux et du sol.

5) Un chef de service du développement et de la vulgarisation ayant rang et prérogatives de chef de service d'administration centrale et assure la gestion des deux cellules suivantes :

- la cellule de vulgarisation ;

- la cellule de coordination .

Art. 6. - Il est créé une commission au sein du ministère de l'agriculture chargée du suivi et de l'évaluation des missions attribuées à l'unité de gestion par objectifs conformément aux critères fixés par l'article 4 du présent décret.

Art. 7. - La composition de la commission prévue par l'article 6 du présent décret est fixée comme suit :

- le ministre de l'agriculture ou son représentant : président.

- Le directeur général du financement et des encouragements : membre.

- Le directeur général de la production végétale : membre.

- Le directeur général du génie rural et de l'hydraulique agricole : membre.

- Le directeur de la conservation des eaux et du sol : membre.

- Le directeur des services administratifs et financiers : membre.

- Le commissaire régional au développement agricole de Mahdia : membre.

Les membres de la commission seront désignés par arrêté du premier ministre sur proposition du ministre de l'agriculture.

Le président de la commission peut faire appel à toute personne, dont l'avis est jugé utile, pour assister aux travaux de la commission avec voix consultative.

La commission se réunit sur convocation de son président et chaque fois que la nécessité l'exige. Elle ne peut délibérer valablement qu'en présence de la moitié au moins de ses membres.

Les décisions de la commission sont prises à la majorité des voix de ses membres présents et en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

La direction générale du financement et des encouragements assure les fonctions du secrétariat de la commission.

Art. 8. - Le ministre de l'agriculture soumet un rapport annuel au premier ministre sur l'activité de l'unité de gestion par objectifs pour la réalisation du projet de développement rural des délégations intérieures du gouvernorat de Mahdia (phase II) conformément aux dispositions de l'article 5 du décret n° 96-1236 du 6 juillet 1996 susvisé.

Art. 9. - Les ministres des finances et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 27 avril 1998.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 98-981 du 24 avril 1998, portant déclassement d'une partie de l'immeuble dénommé Dune Domaniale de Tabarka et Nefza, relevant du domaine forestier de l'Etat au domaine privé de l'Etat.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de l'agriculture,

Vu la loi n° 88-20 du 13 avril 1988, portant refonte du code forestier et notamment l'article 15 du dit code,

Vu le plan de la parcelle dont le déclassement est proposé,

Vu l'avis des ministres de l'intérieur, des domaines de l'Etat et des affaires foncières et de l'équipement et de l'habitat,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Décrète :

Article premier. - Est déclassée du domaine forestier de l'Etat pour être remise au domaine privé de l'Etat, une partie des dunes domaniales de Tabarka et Nefza, objet du titre foncier n° 150575, d'une superficie de 5 ha 89 a 42 ca, telle qu'elle est limitée par un liseré vert sur le plan annexé au présent décret.

Art. 2. - Les ministres de l'intérieur, des domaines de l'Etat et des affaires foncières, de l'équipement et de l'habitat et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 24 avril 1998.

Zine El Abidine Ben Ali

avis et communications

MINISTERE DES COMMUNICATIONS

Avis aux épargnants auprès de la Caisse d'Epargne Nationale Tunisienne titulaires des comptes atteints par la prescription de 15 ans

Le ministère des communications, en application de l'article 16 (nouveau) du décret du 28 août 1956, portant création de la Caisse d'Epargne Nationale Tunisienne (CENT), tel qu'il a été modifié par la loi n° 76-49 du 12 mai 1976, porte à la connaissance des titulaires des livrets d'épargne ouverts auprès de la CENT demeurés inactifs depuis le 31 décembre 1981 et 1982, que des lettres recommandées avec accusé de réception leur ont été adressées pour leur signaler les dispositions légales relatives à la prescription frappant les livrets n'ayant enregistré aucune opération (versement, remboursement, inscription d'intérêts) depuis plus de 15 ans.

Un délai de six mois expirant le 31 décembre 1998 leur est donné pour réactiver leur compte; passé ce délai et à défaut de réactivation, les sommes inscrites sur les livrets susvisés seront frappées de prescription.

Il est signalé que les listes relatives aux comptes prescriptibles peuvent être consultées par les intéressés auprès du Centre Directeur de la Caisse d'Epargne Nationale Tunisienne, 30, avenue de Carthage, Tunis.